

Déficit : hypocrisies, contradictions et jeux de dupes à tous les étages européens



À la suite des récentes déclarations d'Emmanuel Macron sur la règle des 3%, Bruxelles a critiqué la gestion de la dette française. Selon la Commission européenne, la France ne fait pas assez d'efforts pour réduire sa dette.

Avec Christophe
Bouillaud

Atlantico.fr : La Commission européenne a annoncé hier que la France avait un budget 2020 plutôt problématique à ses yeux, dans son document d'évaluation des projets de finance des pays de la zone euro. Le déficit public français en 2020 dépasserait les 3% du PIB selon la Commission.

Emmanuel Macron a déclaré dans une interview à The Economist le 8 novembre que le débat autour des 3% était "d'un autre siècle". Alors qu'il se présente souvent comme le héraut d'une Europe confiante face aux populistes, ne pas respecter les règles n'est-il pas contradictoire ?

Christophe Bouillaud : Oui, dans une large mesure. La Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Amélie de Montchalin, a essayé de lever cette contradiction apparente en soulignant qu'il fallait parler au niveau des instances européennes d'autre chose en matière économique que ces histoires « d'un autre siècle ». Elle soulignait, si j'ai bien compris son approche, que parler des 3% empêche de parler du reste, des choses vraiment importantes pour l'avenir de l'Europe. Ce n'est sans doute pas faux, mais c'est tout de même une manière, certes à demi-habile, de ne pas répondre à la contradiction de fond : la règle des 3% et plus généralement tout l'attirail de surveillance européenne des déficits des pays de la zone Euro mis en place après 2012 sont-ils utiles ou non au développement économique et social des pays de cette même zone Euro ? Emmanuel Macron semble avoir eu quelque écho des propos de tous ceux qui disent que ces règles sont arbitraires et contre-productives – le premier fut d'ailleurs Romano Prodi en 2004 -, il leur reconnaît cependant une validité juridique comme compromis entre Européens, et il n'ose pas les faire voler en éclat. Il est vrai que, si la France prenait seule cette décision, en dehors du conflit juridique et politique que cela ne manquerait pas de provoquer avec la Commission et peut-être avec la majorité des gouvernements de la zone Euro, elle se retrouverait à financer par son propre déficit la croissance de tous les autres pays. On se retrouverait de fait dans la situation de 1975 ou de 1982, mais en régime de change complètement fixe. De fait, une relance budgétaire européenne ne peut donc être que coordonnée entre Etats européens, comme cela fut très brièvement le cas en 2008-09.

Par ailleurs, Emmanuel Macron critique certes dans The Economist le caractère « d'un autre siècle », mais, en interne, pour l'opinion publique française conservatrice et âgée qu'il entend séduire, celle qui croit à la fable de l'Etat qui ne serait qu'un ménage comme les autres et des dettes laissées à nos petits-enfants, celle qui domine les éditorialistes économiques des grands médias, il ne me semble pas qu'il ait abandonné le discours qui justifie l'austérité budgétaire. Ni Gérard Darmanin, ni Bruno Le Maire, ni Edouard Philippe, ne semblent prêts à assumer une relance budgétaire à l'ancienne en France. Les dépenses engagées à la fin de l'an dernier pour calmer les fureurs des Gilets jaunes doivent être gagées sur des économies budgétaires. Les marchés financiers veulent pourtant bien prêter

à la France à des taux négatifs. Mais les dirigeants français ne semblent pas trop vouloir réviser leurs plans en conséquence : car, comme le dit le Président, « il n'y a pas d'argent magique ».

En somme, Emmanuel Macron est contradictoire, car il est « keynésien » au niveau de l'Union européenne, ou au niveau mondial quand il s'inquiète des tensions commerciales et veut préserver le multilatéralisme, mais il reste toujours et encore « ricardien » (de David Ricardo) ou « sayien » (de Jean-Baptiste Say) au niveau français, sauf à devenir quand même « keynésien » en France au forceps par le pur jeu des pressions populaires qu'il subit.

La première partie du quinquennat a été marquée par des déclarations présidentielles montrant une volonté de grande réforme européenne. Est-ce son incapacité à mener à bien cette réforme qui crée ce type de contradictions ?

Ces contradictions sont d'abord celles de nos élites économiques en général : elles voudraient à la fois de la demande forte pour nos entreprises, donc des consommateurs, et en même temps, elles voudraient rendre la France très compétitive en abaissant fortement les dépenses sociales et publiques inutiles à leurs yeux, donc des consommateurs français de fait à la diète. Elles voudraient en fait dupliquer la stratégie allemande du « tout à l'exportation » qui a si bien réussi apparemment à notre principal partenaire commercial. On peut se demander cependant si cette duplication est vraiment possible pour tout le monde : tout le monde ne peut pas être champion des exportations. Par ailleurs, cela suppose que l'on fasse l'impasse sur certains défauts du « modèle allemand » - par exemple, la pauvreté plus marquée que chez nous parmi les retraités, ou encore l'existence d'une masse de travailleurs très mal payés au final.

Ensuite, la contradiction se développe parce que personne ne vient vraiment au secours du grand projet de réforme européenne d'Emmanuel Macron. Ce dernier l'a proposé dès l'automne 2017. Pour l'instant, sauf à croire les « macronistes » eux-mêmes (qui survendent un presque inexistant « budget de la zone Euro »), rien n'avance. Pourquoi ? Parce qu'en fait, tout le monde est pris dans une stratégie de duplication du champion allemand. Personne ne veut s'engager dans une relance franche qui profiterait aux autres et accroîtrait la dette du pays. Des pays, comme l'Italie, ne le peuvent pas en plus, sauf à déclencher une grande inquiétude sur les marchés financiers. Parce que personne ne veut donner plus de pouvoir budgétaire à la Commission européenne, parce que personne ne veut transférer des moyens à Bruxelles. Plus généralement, tous les gouvernants des différents pays entendent d'abord défendre leur propre position à la tête de leur propre Etat, et peu d'entre eux voient en quoi les propositions d'Emmanuel Macron pourraient les avantager eux.

De fait, Emmanuel Macron aurait sans doute dû avant même de parler en 2017 se coordonner avec d'autres dirigeants européens, en cherchant à trouver des dirigeants nationaux pour lesquels ces réformes leur auraient paru avantageuses. C'est ainsi que l'intégration européenne a progressé : parce que des dirigeants dans quelques pays-clés voyaient l'avantage pour eux à avancer. On n'a jamais fait avancer l'intégration européenne sans avoir une coalition de personnalités clés à la manœuvre dans différents Etats européens.

La contradiction peut-elle aussi venir des interlocuteurs d'Emmanuel Macron, qui savent pertinemment que, dans une situation de croissance faible, prendre la voie de l'austérité serait très compliqué ?

Oui, même si tout le monde se garde bien de se sortir des clous du déficit à 3%, puisqu'aucun pays n'est actuellement en situation d'infraction avérée aux yeux de la Commission, tout le monde sait bien qu'une crise économique majeure demanderait une action en commun de nature budgétaire.

En effet, Mario Draghi, en quittant son mandat à la tête de la BCE, a bien fait passer le message, plutôt consensuel chez les économistes : la politique monétaire de la BCE est à son maximum. Le débat monte d'ailleurs dans de nombreux pays européens sur le caractère déstabilisateur et socialement injuste d'une telle politique de taux zéro, ou de taux négatif. Il est aussi évident que des taux d'intérêt négatifs sur les petits comptes d'épargne seront très impopulaires. Pour l'instant les particuliers ordinaires peuvent encore placer leur argent en espérant une toute petite rémunération. Les économistes ont redécouvert que l'épargne pour la plupart d'entre nous, ce n'est pas que de l'investissement, mais de la simple précaution, qui ne suppose pas nécessairement de chercher un rendement, mais qui ne peut guère accepter de perdre nominalement (d'où l'augmentation observable du taux d'épargne dans ce contexte, où, en principe, il est irrationnel d'épargner).

Or face à cette menace de crise, tout le monde préfère être dans une situation de « wait and see ». En effet, personne ne sait comment répartir sans heurts politiques entre Etats membres un effort de relance substantiel. La position allemande est alors centrale. En principe, les autorités allemandes ont les mains liées par des règles constitutionnelles et par une opinion convaincue que l'inflation via le déficit budgétaire mène directement au retour du nazisme ou peu s'en faut, mais, en même temps, ces mêmes autorités savent bien que si personne n'achète le « made in Germany », la situation économique du pays va devenir rapidement difficile, et qu'il faudra bien trouver des acheteurs quelque part. En outre, il vaut mieux sans doute que l'opinion publique allemande accepte une relance au nom des intérêts des Allemands eux-mêmes, et non pas au nom de ceux de l'Union européenne. A la limite, les pressions exercées par les partenaires « Cigale » du sud, dont la France, peuvent s'avérer contreproductives, tant l'opinion publique allemande des « Fourmis » a peur de toute dépense. Laissons-les donc découvrir eux-mêmes l'impasse dans laquelle ils se trouvent, et nous avec eux.

A quoi est-ce que cette situation va aboutir d'après vous ?

Comme je l'ai déjà dit dans vos colonnes, à mon sens, si la situation économique de 2020 est simplement médiocre, sans plus, rien de notable par les historiens de l'intégration européenne ne se fera. Tout le monde préférera à naviguer à vue dans le statu quo. On continuera donc cet ajustement à la petite semaine qu'on voit à l'œuvre depuis qu'en 2012 Mario Draghi a sauvé de fait la zone Euro. On finira ainsi peut-être l'Union bancaire, qui se négocie depuis cette époque et que les dirigeants allemands semblent enfin prêts à faire avancer, depuis que les banques italiennes semblent plus solides à force d'avoir nettoyé leurs bilans de leurs créances douteuses.

Par contre, si pour une raison ou pour une autre (crise financière ou crise commerciale par exemple), l'économie européenne dans son ensemble se met à plonger, Emmanuel Macron pourra alors prendre sa revanche. Il s'agira pour lui, moins de faire admettre une relance coordonnée – qui ira sans doute de soi comme en 2008-09, du moins faut-il l'espérer -, qu'une redéfinition profonde de la

manière d'envisager la politique économique de l'Union européenne. Il va falloir apprendre à gérer vraiment la zone euro comme une économie continentale intégrée et non comme celle d'une juxtaposition de pays aux sorts disparates tirant à hue et à dia sous l'égide de règles « d'un autre siècle ».